



ABAFIM



SARL au capital de 30 000 € - 443 658 463 RCS Tarbes
 Carte Professionnelle N° CPI 6501 2016 000 003 955
 délivrée le 28/03/2019 par la CCI de Tarbes et des Hautes Pyrénées
TRANSACTIONS SUR IMMEUBLES & FONDS DE COMMERCE
 16 Avenue de la Marne - 65 000 TARBES - FRANCE
 Garantie Financière (110 000€): QBE Insurance (Europe) LIMITED
 Cœur Défense - Tour A - 110 esplanade du Général de Gaulle - 92931 LA DEFENSE CEDEX

Représentée par l'agent commercial indépendant

M. Daniel CALATRABA

Tél. : 06.18.99.62.54

Inscrit au RCS de Tarbes

Siret : 443 658 463

Inscription au registre
 des Mandats N° **AF23319**

MANDAT SIMPLE DE VENTE SANS EXCLUSIVITE (avec faculté de rétractation)

Je soussigné,

Noms : **MME ET M RECALT** Prénoms : **ISABELLE et FRANÇOIS**

Demeurant : **24 Bis chemin de la fontge ouest 65150 S^t LAURENT DE NESTE**

Téléphone : **0687089034** Adresse mail : **recalt.fey.isabelle@gmail.com**

N° de Carte Nationale Identité - passeport :
 Agissant conjointement et solidairement en QUALITE DE SEULS PROPRIETAIRES pour notre propre compte, intervenant aux présentes sous la dénomination « LE MANDANT », vous mandatons par la présente afin de rechercher un acquéreur et faire toutes les démarches en vue de vendre les biens et droits ci-dessous désignés, nous engageant à produire toutes justifications de propriété : (section et N° de parcelle cadastrale, N° de lot copropriété, et superficie privative (art. 40 de la loi du 10.07.1965) ne sont pas applicables aux caves, garages, emplacements de stationnement ni aux lots ou fractions de lots d'une superficie inférieure à 8 m².)

*Une Villa à la même adresse sur un Terrain de 1263 m²
 section cadastrale B n° 1099*

Séquestre :

La loi solidarité et renouvellement urbains du 13.12.2000 régit le versement visé ci-dessous (articles L. 271-1 et L. 271-2 du CMI).

En vue de garantir la bonne exécution des présentes et de leur suite, les fonds ou valeurs qu'il est usage de faire verser par l'acquéreur, seront détenus par le notaire, Maître **GOUAUX GÉORGES**..... **S^t LAURENT DE NESTE**
CLAUSE PENALE : En cas de non-respect des obligations énoncées dans ce mandat, en cas de vente à un acquéreur ayant été informé ou présenté, directement ou indirectement, de la vente du bien par le MANDATAIRE, le MANDANT s'engage à verser au MANDATAIRE en vertu des articles 1142 et 1152 du Code Civil, une indemnité compensatrice forfaitaire égale à la rémunération prévue dans ce mandat.

Clause particulière : *Prix pas le client* Signature client : *Recalt*

Prix : Le prix demandé par le mandant, vendeur des biens et droits ci-avant désignés, est sauf accord ultérieur, payable comptant le jour de la signature de l'acte authentique, tant à l'aide de prêts que de fonds propres de l'acquéreur, de
 (Chiffres) : **216 000**, (Lettres) : *Deux cent seize mille euros*
 Dont le Prix net propriétaire(s) : *Cent quatre vingt quinze mille euros.*
195 000

Honoraires : nos honoraires fixés à 10% TTC, calculés sur le prix de vente, (prêts inclus), seront à la charge du vendeur, exigibles et payés comptant par le vendeur le jour où l'opération sera effectivement conclue et constatée dans un acte écrit, signé par les deux parties, conformément à l'article 74 du décret N°72-678 du 20 juillet 1972, constatant l'accord du vendeur et de l'acquéreur, quel que soit le mode de financement (fonds propres acquéreur, prêt bancaire, prêt vendeur, rachat de parts, ...).

Les Honoraires d'Agence (TVA incluse) seront de (chiffres) : **21 000**
 (lettres) : *vingt et un mille euros.*

Plus-Values et T.V.A. : les parties reconnaissent avoir été informées des dispositions fiscales concernant les plus-values et déclarent agir en toute connaissance de cause. Si la vente est assujettie à la T.V.A., le prix ci-dessus stipulé s'entend T.V.A. incluse.

alignement Carbury 21 210 600
 AUCUN HONORAIRES NE SERA DUE AU CAS OU LE MANDANT VENDRAIT SANS AUCUNE INTERVENTION DE LA PART DU MANDATAIRE.

ABAFIM

Tél. : 05.62.34.54.54 Fax: 05.62.34.66.60
 Site web: www.abafim.fr e-mail: contact@abafim.com

Obligations du MANDANT :

- Pendant toute la durée du mandat, le MANDANT s'engage à ratifier la vente à tout acquéreur qui lui sera présenté par l'E MANDATAIRE, en acceptant les conditions, prix et charges précisés par ce mandat et à libérer les biens pour le jour de l'acte authentique.
- Le MANDANT s'interdit expressément pendant toute la durée du mandat et les 24 mois fermes qui suivent, de vendre directement, indirectement, les biens et avant désignés, sous le couvert du MANDATAIRE, y compris avec un autre intermédiaire, à un acquéreur qui lui aurait été présenté par le MANDATAIRE.
- Le MANDANT s'engage en cas d'engagement de sa part, ou d'un autre cabinet (coopératives, sous-seing, vente), pendant la durée du présent mandat et deux ans après son expiration, à fournir l'assurance contre l'insolvabilité du MANDATAIRE, en lui notifiant par lettre recommandée avec accusé de réception, que les biens ne lui ont pas été présentés par le MANDATAIRE, les noms, professions et adresses de l'acquéreur, le notaire chargé d'authentifier la vente, et de l'agence éventuellement intervenue ainsi que le prix de vente final. Cette notification devra être au mandat de vente et s'il sera au mandataire d'engager la vente avec un autre acquéreur, et épingler au MANDANT, les pouvoirs pouvant être éventuellement exercés par cet acquéreur et/ou l'agence. Le MANDANT devra déclarer de son acquiescement l'assurance écrite que les biens ne lui ont pas été présentés par le MANDATAIRE.
- Si le MANDANT présente les biens à vendre directement ou par l'intermédiaire d'un autre mandataire, ce sera au prix des présentes, de façon à ne pas gêner le MANDATAIRE dans sa mission.
- Le MANDANT s'engage à produire à la première demande du mandataire, toute justification de propriété, toutes pièces, actes, certificats nécessaires au dossier. Dans le cas de pluralité de propriétaires, ce ou les propriétaires signataires de ce mandat ou l'accord du ou de tous les autres propriétaires et agissant donc, également solidairement, ou tout que leur mandataire verbal.
- Le MANDANT s'engage à donner au MANDATAIRE toutes facilités pour faire visiter son bien tous les jours aux heures ouvrables.
- Le MANDANT s'engage à faire établir à ses frais et sous délai l'ensemble des constats, états et tout le Dossier de Diagnostic Technique obligatoires et notamment : 1. les états relatifs au risque d'exposition au plomb (relatif concernant tous les immeubles bâtis à usage d'habitation construits avant le 01 janvier 1991) ; 2. l'antenne (immeubles bâtis dont le permis de construire est antérieur au 01 juillet 1974) ; 3. état parasitaire ; 4. à l'installation de gaz ; 5. à l'installation électrique ; et, obligatoire depuis le 01 janvier 2007 : 1. un système d'aération pour tout immeuble d'habitation non accolé au sol ou public de collecte des eaux usées, en l'absence de celui-ci, ou en l'absence de la garantie des vices cachés correspondante à l'état nuancier ; 2. l'état relatif aux risques naturels et technologiques dont l'absence est sanctionnée par un droit de l'acquéreur à poursuivre la résolution de la vente ou à demander au juge une diminution du prix ; 3. le diagnostic de performance énergétique (DPE) dont l'absence peut entraîner une sanction issue du droit commun ; 4. bornage. Ce dossier des 24 doit être annexé à l'engagement des parties.
- Application de l'art. 40 de la N°75-337 du 30 juillet 1975 (vente d'un lot ou d'une fraction de lot, dite loi Carrez), si le MANDANT, ne fournit pas l'attestation des surfaces sans buttoirs, le MANDANT autorise le MANDATAIRE à ses frais.
- à faire établir par un homme de l'art, une attestation mentionnant les mètres de la perte privative des biens objet du présent mandat. (Application de l'art. 46 de la N°75-337 du 30 juillet 1975)
- à demander au vendeur, en son nom et à ses frais, communication et copie des documents devant être fournis à l'acquéreur, notamment le règlement de copropriété, le carnet d'entretien de l'immeuble, le diagnostic technique, les diagnostics amiante, plomb, et termites concernant les parties communes et l'état prévu par l'article 721-2 du CCH ainsi que le nombre de lots de la copropriété; le montant non en annuité de la quote-part, à la charge du vendeur, le montant du budget prévisionnel correspondant aux dépenses courantes du lot, les procédures en cours. Cette autorisation ne concerne que les documents que le vendeur copropriétaire n'aurait pas déjà transmis au MANDATAIRE. Ce dossier devra être annexé à l'engagement des parties. Les frais résultant de toutes ces obligations sont à la charge du MANDANT et les documents y afférents sont la propriété du mandant, et lui seront restitués en fin de mission sauf convention contraire des parties.

Durée du Mandat :

Le présent mandat est consenti SANS EXCLUSIVITE à compter de ce jour pour une durée de vingt quatre mois (24). Il ne pourra être dénoncé pendant les trois premiers mois. Passé un délai de trois mois à compter de sa signature, ce mandat peut être dénoncé à tout moment par chacune des parties, à charge pour celle qui entend y mettre fin d'en aviser l'autre partie quinze jours au moins à l'avance par lettre recommandée avec demande d'avis de réception (Art. 98 du décret du 20 juillet 1972).

Preuve :

- Le MANDANT donne tous pouvoirs au MANDATAIRE, pour mener à bien sa mission, notamment :
 - Rechercher toutes les personnes admissibles auprès de toutes personnes privées ou publiques, notamment le certificat d'urbanisme, les taxes d'imposition, les titres de propriété, etc.
 - Indiquer, présenter et faire visiter les biens à vendre à toutes personnes. A cet effet, le MANDANT s'engage à assurer au MANDATAIRE le moyen de visiter pendant la durée du présent mandat.
 - Etablir son calendrier ou substituer tout professionnel au choix du MANDATAIRE pour l'application des présentes au nom du MANDANT, tous actes sous seing privé (coopératives en particulier) éventuellement assorti d'une demande de prêt, aux clauses et conditions nécessaires à l'accomplissement des présentes et recueillir la signature de l'acquéreur.
 - Négocier, s'il y a lieu, avec tout titulaire d'un droit de préemption, le présent sera subrogé dans tous les droits et obligations de l'acquéreur ; donc, toute rémunération incombant à l'acquéreur sera à la charge du préempteur. Le MANDANT restant libre de refuser si le prix net propriétaire est inférieur au prix convenu sur le mandat.
 - Faire gratuitement toute publicité sur tous supports à sa convenance : petites annonces, vitrine, affiche format A4, fichiers informatiques librement accessibles (internet), également diffusés sur tous les sites internet de son réseau en fonction des particularités du bien ; conformément à la loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés du 06 janvier 1978, le MANDANT a droit d'accès et de rectification sur les données le concernant. Publier toute photographie, étant entendu que le MANDANT est seul propriétaire du droit à l'image de son bien.
 - Apposer un panneau "A vendre" (pour les biens dont le prix sur le mandat est au prix de l'estimation) et "Vendu par", à l'endroit que le MANDATAIRE jugera utile.
 - Communiquer le dossier à tout confrère professionnel de son choix et autoriser la délégation de mandat. Le délégué engage sa responsabilité à l'égard du mandant.
 - Soutenir ou substituer tout professionnel de son choix pour l'accomplissement des présentes.
 - Satisfaire, s'il y a lieu à la déclaration d'intention d'aliéner, exigée par la loi. En cas d'exercice du droit de préemption, négocier avec l'organisme préempteur, bénéficiaire de ce droit à la condition d'accepter le MANDANT étant entendu que le MANDANT garde le droit d'accepter ou refuser le prix proposé par le préempteur, si ce prix est inférieur au prix demandé.
 - Le bien ne pourra faire l'objet d'une campagne publicitaire qu'à compter de la transmission au MANDATAIRE du DPE, le nombre de lots de la copropriété, le montant du budget prévisionnel pour le lot, les procédures en cours, le tout à la charge du MANDANT.
 - Le MANDANT accepte que le MANDATAIRE recueille et utilise ses données personnelles afin de mener à bien sa mission. Le MANDANT autorise notamment le MANDATAIRE à transmettre ses données personnelles à des tiers concernés (notaires, diagnostiqueurs, SPANC, ...) dans le cadre d'une vente. Ces données seront supprimées 24 mois après la fin de la mission.

Art. L111-2 du code de la consommation (modifié) par la loi n°2014-344 du 17/03/14 art. 33) : Le professionnel prestataire de services informe le consommateur par écrit, par lettre nominative ou courrier électronique, au plus tôt (pas moins de un mois avant le mois avant le terme de la période autorisant le retrait de la possibilité de ne pas reconclure le contrat) et à compter avec une clause de reconduction tacite. Cette information, délivrée dans des termes clairs et compréhensibles, mentionne, dans un encadré apparent, la date limite de réclamation. Lorsque cette information ne lui a pas été adressée conformément aux dispositions du premier alinéa, le consommateur peut mettre gratuitement un terme au contrat, à tout moment à compter de la date de reconduction. Les sommes effectuées après la dernière date de reconduction ou, d'agrandissement de contrat à durée indéterminée, après la date de transformation du contrat initial à durée déterminée, sont dans ce cas remboursées dans un délai de trente jours à compter de la date de réclamation, déduction faite des sommes correspondantes, jusqu'à celle-ci, à l'événement du contrat. A défaut de remboursement dans les conditions prévues ci-dessus, les sommes dues sont productives d'intérêts au taux légal. Les dispositions du présent article s'appliquent sans préjudice de celles qui soumettent légalement certaines catégories à des règles particulières ou ce qui concerne l'information du consommateur. Les trois alinéas précédents ne sont pas applicables aux exploitants des services d'eau potable et d'assainissement, ni aux applicables aux consommateurs et aux non-professionnels.

Le MANDANT déclare et reconnaît que préalablement à la signature des présentes, il a reçu les informations prévues aux articles L111-1, L111-2 et L121-17 du Code de la consommation, qu'il a eu le temps nécessaire et suffisant pour en prendre connaissance, se renseigner et les comprendre.

Conformément à l'article L111-3 du Code de la consommation, le Mandant est informé que, en tant que consommateur, il a le droit de recourir à un médiateur de la consommation en vue de la résolution amiable de litige qui pourrait opposer au Mandataire. Les modalités de cette médiation sont organisées par les articles L 611-1 et suivants et L 612-1 du Code de la consommation. Le mode de médiation choisi est le Médiateur et lequel peut adresser le consommateur est le Centre de Médiation et règlement Amiable des honoraires de justice (Médicys, site internet www.medicys.fr), dont le siège social est situé 73, Boulevard de Cléry, 75009 PARIS.

Faculté de rétractation du MANDANT

Le Mandant a la faculté de révoquer ce Mandat dans le délai de QUATORZE JOURS à compter de la date de signature des présentes. Si le MANDANT entend exercer cette faculté, il utilisera le formulaire ci-dessous ou procédera à toute autre déclaration écrite d'ambiguïté, exprimant sa volonté de se rétracter et l'adressera en prévenant avec demande d'avis de réception au MANDATAIRE désigné, dans un délai de QUATORZE JOURS, qui commence à courir le jour de la signature des présentes, étant précisé que le jour de ce jour de départ n'est pas compris. Le délai de ce délai commence le lendemain à 0 heure et expire le 14e jour à minuit. L'exercice de la faculté de rétractation par le MANDANT ne donnera lieu à aucune indemnité, ni frais. Les prestations devant être exécutées par le MANDATAIRE, dans le cadre des présentes, et notamment la diffusion d'annonces portant sur l'offre de vente des biens, ne deviennent débetes qu'à l'expiration de ce délai de rétractation. Si le MANDANT dénonce que l'exécution du Mandat débute avant l'expiration du délai de rétractation, cette demande d'exécution immédiate du mandat ne le prive pas de sa faculté de rétractation pendant le délai de 14 jours tant que l'Agence n'a pas pleinement exécuté sa mission.

Jouissance : L'entrée en jouissance aura lieu lors de la réalisation de la vente par acte authentique, le mandant déclarant que les biens à vendre seront à ce moment, libres de toute location, occupation ou réquisition.

Le MANDATAIRE s'engage à :

- informer le MANDANT sur tous les éléments nouveaux (législatifs, prix, situation économique, ...)
- établir toutes les démarches pour vendre ce bien sur son réseau, notamment le site internet www.idealista.fr.
- mettre à la disposition du MANDANT un espace dédié sur le site www.aveafin.fr avec un accès en temps réel des actions entreprises par le MANDATAIRE.
- rendre compte du résultat des visites effectuées et des actions entreprises ainsi que des résultats de ces actions au MANDANT, notamment par email.
- organiser un rendez-vous physique ou téléphonique tous les trois mois pour faire le point sur le déroulement de sa mission.
- Effectuer une sélection préalable des candidats acquéreurs : cette sélection permettant d'éloigner les curieux et autres personnes non solvables ou mal intentionnées.
- Informer le MANDANT de l'accomplissement du mandat par tout écrit remis contre récépissé ou emargement ou LRAR ... dans les huit jours de l'opération, en joignant le cas échéant une copie de la quittances ou du reçu délivré, ce, conformément à l'art.77 du décret N°72-678 du 20 juillet 1972.

Le MANDANT reconnaît expressément avoir pris connaissance préalablement à la signature des présentes, de l'intégralité des services définis au présent mandat, conformément aux articles L 111-1 et suivants du Code de la consommation et avoir reçu un exemplaire du présent mandat et des conditions au recto.

Lignes : 0 260
Mots : 0 300
Caractères : 0 500

Rapés suis LE MANDANT (Propriétaire(s) Conjoint non propriétaire LE MANDATAIRE (Agence)
- Bon pour mandat - « Nom + prénom Mandat accepté.

Bon pour mandat
Dedals
Mandat accepté
[Signature]

Formulaire de cette section, à compléter et retourner avec réclamation de mandat. Droit de consommation article 8, paragraphe 1, point 1.
Ce formulaire peut être utilisé pour la déclaration de rétractation en vertu de l'article 14 du règlement (CE) n°2609/2010 du Parlement européen et du Conseil du 20 octobre 2010 relatif à la protection des consommateurs.
Ce formulaire est à utiliser en vertu de l'article 14 du règlement (CE) n°2609/2010 du Parlement européen et du Conseil du 20 octobre 2010 relatif à la protection des consommateurs.
Ce formulaire est à utiliser en vertu de l'article 14 du règlement (CE) n°2609/2010 du Parlement européen et du Conseil du 20 octobre 2010 relatif à la protection des consommateurs.